

CONFEDERATION NATIONALE

DU TRAVAIL secrétariat international

33 rue des vignoles, 75020 Paris / www.cnt-f.org/international



Sanctions internationales contre Israël



APRÈS LE FEU, LES LARMES, LA COLÈRE

Une trêve fragile a été acceptée dans la bande de Gaza. Les bombardements massifs ont cessé et la population peut enterrer ses morts et envisager la reconstruction... Les commentateurs politiques et militaires débattent pour savoir si Israël a atteint ses buts, et d'autres pour savoir qui a gagné, Israël ou la résistance. L'Union européenne compte les millions que va coûter la reconstruction (et donc rapporter) et les pays arabes se montrent généreux en dons financiers divers. De leur côté, les partis israéliens vérifient l'impact de la guerre dans les sondages pour les élections du 10 février. La normalité donc. Jusqu'à la prochaine fois.

JUSTICE POUR GAZA ET LA PALESTINE

Et bien non, cela ne doit pas être accepté, quels qu'aient été les buts d'Israël la réalité de son « succès » c'est un nombre incalculable de crimes de guerre. 400 enfant tués, un nombre impressionnant de morts et de blessés, toutes les infrastructures administratives scolaires économiques de Gaza détruites, des villages entiers vidés de leurs populations et rasés, alors qu'aucun combat ne s'y est déroulé. Contrairement à la propagande israélienne, cette guerre ne s'est pas déroulée contre une organisation de la résistance palestinienne, mais contre la population de Gaza. Ce fut une expédition punitive préparée depuis longtemps dans le but de terroriser le peuple palestinien pour lui faire accepter les diktats de l'occupant. En parallèle en Cisjordanie les assassinats et arrestations n'ont cessé de croître. La colonisation redouble ainsi que le nombre de check points. En Israël même plus de 600 arabes israéliens et anti-colonialistes juifs ont été arrêtés pour leur soutien aux Gazaouis.

Ces crimes de guerre doivent être sanctionnés. L'Union européenne doit immédiatement cesser toute relation et accord de coopération avec l'état d'Israël. À l'exemple des syndicalistes Danois, les travailleurs en France doivent exiger que leurs entreprises travaillant avec des entreprises ou l'état Israéliens cessent leur collaboration.

La CNT exprime sa solidarité au peuple palestinien et plus particulièrement à ses camarades des syndicats démocratiques et autonomes dont on trouvera au dos une déclaration.

Sanctions contre Israël !
**Reconnaitances des droits légitimes du peuple
palestinien !**

Témoignage de nos camarades du Democratic

Workers Rights Center (DWRC)

"Tant que la tragédie humaine continue, la mobilisation pour mettre fin à la guerre israélienne sur la bande de Gaza doit se poursuivre.

Au 13e jour consécutif de la guerre d'Israël contre la bande de Gaza, la tragédie humaine continue de se dérouler malgré les trois heures de trêve quotidienne des bombardements accordés par Israël à partir du 7 Janvier 2008. Jour après jour, la situation de la population civile s'aggrave comme rapporté par l'ONU-OCHA (Bureau de la coordination des Affaires humanitaires) dans son dernier rapport sur la situation humanitaire à Gaza publié le 7 Janvier et confirmée par d'innombrables témoignages de la population. Dans son rapport, l'ONU-OCHA parle d'une "crise critique de la protection», mentionne que «il n'y a pas de lieu dans la bande de Gaza, aucun refuge, aucun abris des bombes, et les frontières sont fermées ce qui en fait l'un des rares conflits où les civils ne peuvent pas fuir". Le bilan des morts a dépassé 700, alors que les hôpitaux de la bande de Gaza continuent de lutter pour soigner les milliers de blessés. Les trois heures par jour, données à la population de la bande de Gaza et aux organisations humanitaires pour les besoins les plus urgents, font très peu de différences. L'eau et l'électricité n'ont pas été rétablies. Dans le sud-ouest de la ville de Gaza, le coordinateur du DWRC et les familles qui ont trouvés refuge avec lui depuis le début de la guerre ont dû sortir de son appartement parce qu'ils n'avaient plus d'eau et parce que leur région était dans l'insécurité totale. Cinq familles ont trouvé refuge chez son frère, dans deux pièces d'un bureau de comptabilité afin de survivre sur le peu d'eau restant dans les réservoirs. Mais ils n'ont pas l'eau potable. L'épouse de son frère, qui a donné naissance par césarienne, deux jours avant que l'opération militaire israélienne commence, n'a pas d'eau pour nettoyer la plaie. En outre, même si le lait en poudre est disponible pour les nourrissons, il n'y a pas d'eau à mélanger avec. Les conditions sanitaires ne sont pas assurées.

Au cours des dernières semaines, ils n'avaient pas d'eau pour se laver ou nettoyer les toilettes. Avec 70% de la bande de Gaza coupée d'approvisionnement en eau, beaucoup pourraient ne pas avoir été si chanceux et ne pas trouver de source d'eau du tout. Il dit que le bombardement a été particulièrement intense la nuit dernière dans leur secteur. Les fenêtres sont cassées dans les bureaux où ils sont. La nourriture se raréfie de jour en jour. «Pour obtenir du pain, il y a des queues de 300 personnes à chaque boulangerie encore opérationnelle et que vous ne pouvez pas acheter plus de 5 NIS (Israeli new sheqel) de pain (environ 10 morceaux de petits pains pita). Il n'y a pas de viande. Nous mangeons une seule fois par jour ". Son épouse a ajouté: "Les enfants continuent de pleurer parce qu'ils ont faim. Nous les nourrissons avec un peu de pain et Zaatar pour essayer de calmer leur faim ". Leur fille adolescente a été extrêmement traumatisée par la première bombe, elle tremblait tout le temps et a cessé de parler pendant trois jours. Quand elle a recouvré la parole, elle criait et a refusé de rester dans la maison, et ils ont dû l'emmener dans la maison de sa tante. A force de vivre dans la peur continue, de nombreux enfants sont devenus incontinents. Ils suivent les adultes partout et les plus jeunes s'accrochent constamment à la robe de leur mère. Sa femme garde des documents officiels et de valeur dans un sac et ils sont tous rester entièrement habillés. Prêt à fuir pour sauver leur vie. Bien qu'ils ne sachent pas où ils iraient, car plus aucun lieu n'est sûr. Des histoires semblables ont été racontées maintes et maintes fois par d'autres collègues du DWRC, des amis et la famille, avec qui nous maintenons des contacts quotidiens lorsque les lignes téléphoniques sont opérationnelles pour que nous puissions leur faire savoir qu'ils ne sont pas seuls dans leur épreuve, et qu'avec des gens à travers le monde entier, nous nous soucions d'eux. Le cessez-le-feu israélien de trois heures est loin de l'exigence des gouvernements et de la société civile internationale. Seul un cessez-le-feu permanent et la réouverture définitive de tous les points de passage des frontières qui permettront d'apporter l'assistance humanitaire nécessaire, de rétablir l'électricité et l'approvisionnement en eau et d'assurer une prise en charge correcte des malades et des blessés.

Dans ces circonstances, IL EST DE LA PLUS HAUTE IMPORTANCE QUE LA MOBILISATION INTERNATIONALE SE POURSUIVENT jusqu'à ce que se termine la guerre d'Israël contre la bande de Gaza. La société civile palestinienne a décidé que nous ne pouvons pas continuer à acheter des produits israéliens et de contribuer à l'économie israélienne, alors qu'Israël continue à jeter le sang de populations civiles innocentes. LE BOYCOTT À LA BASE DES PRODUITS ISRAÉLIENS SERA LANCÉ AUJOURD'HUI À RAMALLAH PAR LA FÉDÉRATION DE SYNDICATS INDÉPENDANTS - PALESTINE. L'appel au boycott des produits israéliens est étendu partout, localement, dans les pays arabes et dans le monde entier."

